

## Avertissement

Cette fiche a été modifiée le 23/04/2025 afin de corriger la figure 1 (correction des contributions à la croissance annuelle 2024).

# Activité économique

Au quatrième trimestre 2024, l'activité a légèrement reculé en France (-0,1 % après +0,4 % ; ► **figure 1**), par contrecoup du soutien ponctuel des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris (JOP) à l'été. La demande intérieure a de nouveau augmenté, toujours portée par la consommation des ménages (+0,3 % après +0,6 % au troisième trimestre) et celle des administrations (+0,4 % après +0,5 %), tandis que l'investissement s'est quasiment stabilisé (-0,1 % après -0,7 %). Toutefois, les entreprises ont servi ce surcroît de demande, en particulier le regain ponctuel des immatriculations de véhicules, en puisant dans leurs stocks : la contribution des variations des stocks (-0,3 point) annule ainsi celle de la demande intérieure (+0,2 point) (► **figure 2**). La contribution du commerce extérieur est nulle ce trimestre : les exportations ont rebondi (+0,4 % après -0,8 %) tout comme les importations (+0,4 % après -0,3 %), mais cette apparente égalité au global masque de fortes divergences par produit : les exportations de services se sont repliées après les ventes exceptionnelles de billets et de droits de radiodiffusion des JOP, tandis que celles de produits manufacturés ont fortement progressé.

Du côté de l'offre, l'activité a poursuivi son recul dans l'industrie manufacturière : la valeur ajoutée a diminué de 0,7 %, après -0,3 % au troisième trimestre (► **figure 3**). L'activité dans la fabrication des matériels de transport demeure dégradée (-0,7 % après -1,5 %) et s'est repliée dans la fabrication des « autres produits industriels » (-1,6 % après une stabilité) et dans les biens d'équipements (-0,6 % après +0,1 %). Dans la construction, l'activité a reculé pour le sixième trimestre consécutif, de façon plus franche qu'au troisième trimestre (-0,8 % après -0,2 %). L'activité dans les services marchands a, quant à elle, un peu reculé par contrecoup de la stimulation ponctuelle apportée par les JOP au troisième trimestre (-0,2 % après +0,6 %). Seules les branches non marchandes (+0,2 % après +0,5 %) ont permis à l'activité de résister.

En moyenne sur l'année 2024, le PIB a augmenté de 1,1 %, comme en 2023, mais sa composition a changé. La demande intérieure privée a stagné : pénalisés par des conditions de financement toujours difficiles, l'investissement des entreprises (-1,6 % après +3,1 %) et celui des ménages (-6,0 % après -8,2 %) se sont repliés, tandis que la consommation des ménages a augmenté au même rythme que l'année précédente (+0,9 %). L'activité a toutefois bénéficié de l'accélération de la consommation des administrations publiques (+2,0 % après +0,8 %) et du soutien du commerce extérieur (contribution de +0,9 point à la croissance, après +0,6 point ; ► **figure 4**), en partie compensé par les variations de stocks (-0,4 point). Du côté de l'offre, la valeur ajoutée manufacturière a fléchi en 2024 (-0,4 %) après une année de croissance dynamique en 2023 (+2,5 %). Le repli a été encore plus fort dans la construction : -2,8 % en 2024 après +2,2 %. L'activité a, de surcroît, été pénalisée par les mauvaises récoltes de l'année 2024 qui ont pesé sur la valeur ajoutée agricole (-11,9 % après +4,9 % en 2023), mais a été soutenue par une nouvelle progression de la valeur ajoutée de la branche énergétique (+8,3 % après +23,5 %) à la suite du redémarrage du parc électronucléaire. Enfin, la valeur ajoutée des services marchands a un peu accéléré (+1,9 % après +1,4 %), portée par les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris.

## ► 1. Biens et services : équilibre ressources-emplois aux prix de l'année précédente chaînés, en évolutions trimestrielles et annuelles

(variations trimestrielles et annuelles en %, données CVS-CJO)

	2023				2024				2025		2023	2024	2025 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
<b>Produit intérieur brut</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,7</b>	<b>0,1</b>	<b>0,5</b>	<b>0,1</b>	<b>0,3</b>	<b>0,4</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>1,1</b>	<b>1,1</b>	<b>0,4</b>
Importations	-2,0	1,8	-0,8	-1,8	-0,2	0,2	-0,3	0,4	0,1	0,4	0,7	-1,4	0,6
Total des ressources	-0,3	0,9	0,0	0,2	0,1	0,4	0,3	0,1	0,0	0,2	1,3	0,9	0,5
Dépenses de consommation des ménages	0,2	0,0	0,5	0,2	0,1	0,0	0,6	0,3	0,4	0,2	0,9	0,9	1,0
Dépenses de consommation des administrations*	-0,3	0,1	0,5	0,5	0,7	0,4	0,5	0,4	0,0	0,2	0,8	2,0	0,8
<i>dont dépenses individualisables des APU</i>	-0,3	-0,1	0,5	0,3	0,5	0,2	0,5	0,4	0,3	0,3	0,5	1,4	1,1
<i>dont dépenses collectives des APU</i>	-0,3	0,5	0,6	0,9	1,1	0,8	0,6	0,5	-0,7	0,0	1,2	3,4	0,2
Formation brute de capital fixe (FBCF)	-0,3	0,5	-0,1	-0,7	-0,7	0,1	-0,7	-0,1	0,2	-0,1	0,7	-1,5	-0,4
<i>dont Entreprises non financières (ENF)</i>	0,1	0,8	0,4	-0,7	-0,9	0,0	-1,1	-0,2	0,2	-0,4	3,1	-1,6	-0,8
<i>Ménages</i>	-3,0	-1,4	-2,3	-1,8	-2,2	-0,9	-0,6	-0,3	-0,3	0,0	-8,2	-6,0	-1,1
<i>Administrations publiques</i>	2,3	2,1	0,8	0,4	1,1	1,3	-0,1	-0,1	0,5	0,4	7,1	3,2	1,0
Exportations	-1,6	3,2	-0,7	0,6	-0,1	0,8	-0,8	0,4	0,0	0,4	2,5	1,1	0,4
Contributions (en point)													
<i>Demande intérieure hors stocks**</i>	-0,1	0,2	0,4	0,1	0,1	0,1	0,3	0,2	0,2	0,1	0,9	0,6	0,6
<i>Variations de stocks**</i>	-0,2	0,1	-0,3	-0,5	0,0	-0,1	0,3	-0,3	-0,1	0,1	-0,4	-0,4	-0,2
<i>Commerce extérieur</i>	0,2	0,5	0,0	0,9	0,0	0,2	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,6	0,9	-0,1

■ Prédiction.

\* Dépenses de consommation des administrations publiques (APU) et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

\*\* Les variations de stocks comprennent les acquisitions nettes d'objets de valeur.

**Lecture** : au quatrième trimestre 2024, les importations ont augmenté de 0,4 %.

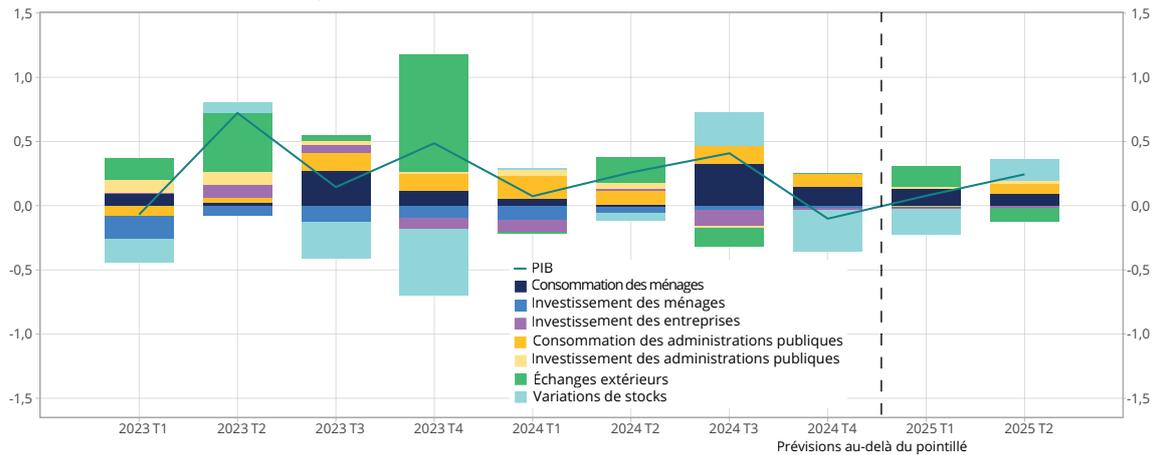
**Source** : Insee.

# Conjoncture française

Selon les enquêtes de conjoncture, la situation au début de l'année 2025 reste morose. L'indicateur de climat des affaires, mesuré à 96 en février, se maintient à un niveau inférieur à sa moyenne de longue période depuis l'été (► **figure 5**). Le climat de l'emploi, qui s'était normalisé en 2024, tout en restant toujours légèrement mieux orienté que le climat des affaires, se dégrade franchement en février. À 94, il atteint son niveau le plus bas depuis mars 2015 (hors crise sanitaire). Enfin, la confiance des ménages, qui avait connu une embellie passagère en début d'automne 2024, s'est repliée en décembre puis redressée en début d'année : à 93 en février, elle atteint un de ses niveaux les plus élevés depuis l'invasion de l'Ukraine, mais reste au-dessous de sa moyenne de longue période.

## ► 2. Variations trimestrielles du PIB et contributions des principaux postes de la demande

(variations trimestrielles en % ; contributions en points)



**Lecture** : au premier trimestre 2025, le PIB augmenterait par rapport au quatrième trimestre 2024 (+0,1 %) ; la contribution de la consommation des ménages à cette évolution serait d'environ +0,1 point.

**Source** : Insee.

## ► 3. Variations trimestrielles d'activité économique par branche

(variations trimestrielles de la valeur ajoutée en %)

Branche	Poids en %	2023				2024				2025		2023	2024	2025 acquis
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
<b>Agriculture, sylviculture et pêche</b>	<b>1,6</b>	<b>1,9</b>	<b>0,9</b>	<b>-1,6</b>	<b>-3,7</b>	<b>-4,8</b>	<b>-4,2</b>	<b>-2,3</b>	<b>-0,2</b>	<b>3,6</b>	<b>3,2</b>	<b>4,9</b>	<b>-11,9</b>	<b>3,5</b>
<b>Industrie</b>	<b>13,4</b>	<b>2,6</b>	<b>3,2</b>	<b>0,9</b>	<b>1,9</b>	<b>-0,9</b>	<b>0,1</b>	<b>0,7</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,2</b>	<b>5,8</b>	<b>2,0</b>	<b>-0,6</b>
<b>Industrie manufacturière</b>	<b>11,2</b>	<b>1,3</b>	<b>1,7</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,5</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,8</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,1</b>	<b>2,5</b>	<b>-0,4</b>	<b>-1,3</b>
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	1,9	-1,1	0,8	-1,6	-0,7	3,6	-1,6	-0,6	0,9	0,0	-	-4,7	1,2	-
Cokéfaction et raffinage	0,1	-2,9	8,6	10,7	0,1	-1,8	6,0	2,5	10,5	0,0	-	31,5	14,4	-
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	1,5	3,4	1,6	-1,1	-0,8	-1,1	-0,8	0,1	-0,6	-0,8	-	4,8	-2,6	-
Fabrication de matériels de transport	1,7	6,5	5,3	-0,9	1,7	-5,8	-1,8	-1,5	-0,7	0,5	-	14,0	-5,9	-
Fabrication d'autres produits industriels	6,1	-0,1	0,7	0,4	0,9	0,4	-0,4	0,0	-1,6	-1,0	-	0,5	0,7	-
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	2,2	9,1	10,6	5,3	7,6	-5,5	2,4	3,1	0,1	-0,8	-0,4	23,5	8,3	-
<b>Construction</b>	<b>5,7</b>	<b>1,4</b>	<b>0,9</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,7</b>	<b>-1,5</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,8</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,1</b>	<b>2,2</b>	<b>-2,8</b>	<b>-1,3</b>
<b>Services princip. Marchands</b>	<b>57,5</b>	<b>-0,5</b>	<b>0,8</b>	<b>0,2</b>	<b>0,6</b>	<b>0,5</b>	<b>0,4</b>	<b>0,6</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,3</b>	<b>1,4</b>	<b>1,9</b>	<b>0,6</b>
Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	10,2	-1,2	0,5	-0,1	-0,1	0,4	-0,3	-0,6	0,4	-0,3	-	-1,1	0,1	-
Transports et entreposage	4,4	-3,7	0,9	-1,5	0,1	0,9	0,4	0,1	0,3	0,3	-	-3,9	0,9	-
Activités financières et d'assurance	3,6	-1,5	-1,4	-1,6	-0,3	0,6	2,1	0,1	-1,3	0,3	-	-2,3	0,4	-
Activités immobilières	14,0	0,0	0,2	0,1	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	-	0,6	0,9	-
Hébergement et restauration	2,4	2,3	3,9	1,0	0,6	0,6	0,8	0,4	0,4	0,2	-	12,8	3,5	-
Information et communication	5,5	1,1	1,7	1,3	1,4	1,0	0,8	2,0	-0,3	0,8	-	6,3	4,7	-
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	14,5	0,1	1,5	1,1	1,6	0,4	0,5	0,8	-0,3	0,3	-	3,3	3,4	-
Autres activités de services	3,0	0,4	0,7	-0,1	0,1	0,6	0,3	3,4	-3,2	0,0	-	3,3	1,9	-
<b>Services princip. Non marchands</b>	<b>21,7</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,1</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,7</b>	<b>1,5</b>	<b>0,9</b>
<b>Valeur ajoutée totale</b>	<b>100</b>	<b>0,1</b>	<b>0,9</b>	<b>0,2</b>	<b>0,6</b>	<b>0,1</b>	<b>0,3</b>	<b>0,5</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>1,6</b>	<b>1,3</b>	<b>0,4</b>

■ Prévisions.

**Lecture** : au quatrième trimestre 2024, la valeur ajoutée de la branche de fabrication des matériels de transport a reculé de 0,7 %. Elle augmenterait de 0,5 % au premier trimestre 2025.

**Source** : Insee.

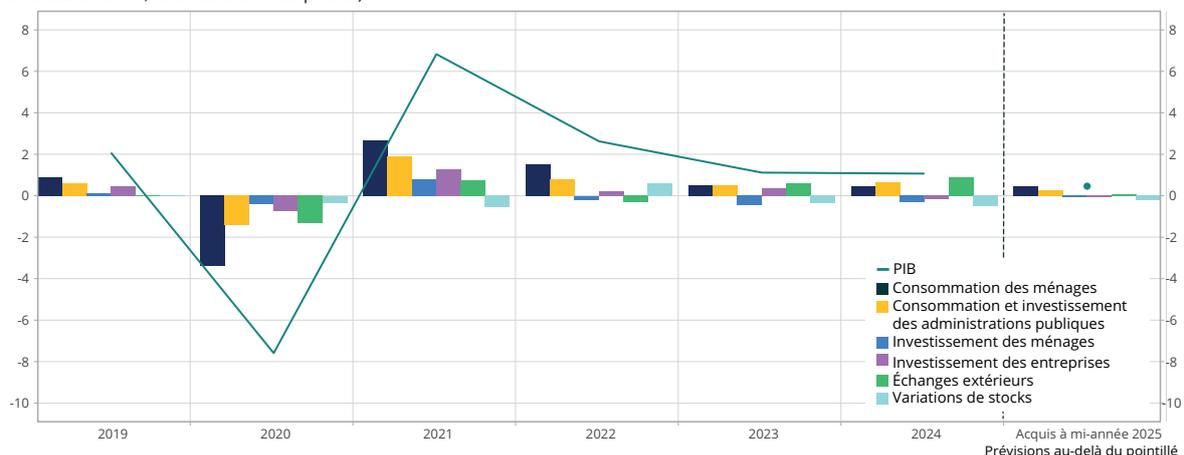
Dans ce contexte peu porteur, le PIB progresserait à peine au premier trimestre (+0,1 %). Le redémarrage de l'activité dans l'industrie manufacturière se ferait attendre (-0,4 % au premier trimestre) : si un léger rebond est attendu dans la production automobile après un plongeon en 2024 (-14 % en 2024 par rapport à 2023), l'activité dans la fabrication d'équipements, mais également dans les « autres industries manufacturières » – qui englobent notamment les industries énérgo-intensives – serait particulièrement dégradée. Cette faible activité industrielle entraverait également celle des services marchands (+0,1 %), malgré des emplois finals relativement plus dynamiques : la consommation des ménages en services marchands progresserait en particulier de +0,4 % et l'investissement des entreprises de +0,5 %. L'activité dans la construction connaîtrait un recul, cependant un peu moins marqué qu'en fin d'année 2024 (-0,3 % après -0,8 %). Enfin, l'activité serait particulièrement dynamique dans l'agriculture, par contrecoup des mauvaises récoltes de 2024 (+3,6 % de croissance au premier trimestre).

Au premier trimestre, aucun soutien ne serait à attendre du commerce extérieur et seule la demande intérieure contribuerait positivement à la croissance. Le fonctionnement de l'État sous loi spéciale avant l'adoption du budget 2025 mettrait un coup d'arrêt à la consommation des administrations publiques (► **éclairage** sur les effets de la consolidation budgétaire 2025 sur la croissance). En particulier, les dépenses collectives, qui avaient particulièrement soutenu la croissance en 2024, se replieraient nettement (-0,7 % après sept trimestres consécutifs de hausse). La consommation des ménages accélérerait légèrement (+0,4 %). L'investissement des ménages poursuivrait, quant à lui, son recul (-0,3 %) : l'investissement en construction continuerait de reculer, quoique moins fortement qu'auparavant (-0,5 % après -1,7 % au quatrième trimestre 2024), et l'investissement en services continuerait d'augmenter dans le sillage des transactions immobilières (+0,5 % après +4,5 %). Du côté des entreprises, l'investissement en produits manufacturés serait ponctuellement soutenu par les acquisitions d'automobiles (+0,5 % après +0,1 %), du fait d'achats anticipés avant le durcissement du malus écologique entré en vigueur au 1<sup>er</sup> mars, tandis que l'investissement en construction serait toujours en recul (-0,5 % après -1,1 %), reflétant les faibles volumes de mise en chantier de locaux professionnels. Seul l'investissement en services continuerait d'augmenter modestement (+0,5 % après +0,2 %), conduisant au total à une légère progression de l'investissement des entreprises au premier trimestre (+0,2 % après -0,2 %).

Au deuxième trimestre 2025, l'activité accélérerait légèrement (+0,2 %). La production manufacturière serait atone (-0,1 %), pénalisée par des arrêts programmés dans la métallurgie, tandis que, dans la construction, l'activité se stabiliserait peu à peu (-0,1 %). La valeur ajoutée des services marchands accélérerait un peu (+0,3 %), tandis que l'activité agricole demeurerait dynamique (+3,2 %).

## ► 4. Variations annuelles du PIB et contributions des principaux postes de la demande

(variations annuelles en % ; contributions en points)



**Note** : la consommation des administrations publiques comprend également la consommation des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

**Lecture** : en 2024, le PIB a augmenté de 1,1 % ; la contribution des échanges extérieurs s'est élevée à 0,9 point.

**Source** : Insee.

# Conjoncture française

Comme au premier trimestre, la croissance serait soutenue uniquement par la demande intérieure. L'investissement des entreprises reculerait (-0,4 %) : leur investissement en services et en construction conserverait le rythme du trimestre précédent, tandis que l'investissement en biens manufacturés ne bénéficierait plus des achats anticipés d'automobiles (-1,5 %). L'investissement des ménages arrêterait finalement de reculer et leur consommation poursuivrait sa croissance modérée (+0,2 %). Enfin, après un coup d'arrêt lié à la situation institutionnelle du début d'année, la consommation des administrations publiques progresserait un peu au deuxième trimestre (+0,2 %), mais à un rythme sensiblement plus faible qu'en 2024, reflétant les orientations budgétaires prises en début d'année.

L'acquis de croissance à mi-année pour 2025 serait modeste, à +0,4 %. Cette prévision demeure entourée d'incertitudes, en particulier sur les effets de la consolidation budgétaire ([► éclairage](#) sur les effets de la consolidation budgétaire 2025 sur la croissance), de la poursuite de la baisse des taux d'intérêt ([► éclairage](#) sur la transmission des baisses des taux directeurs aux taux des prêts aux entreprises) et des mesures douanières américaines ([► encadré de la fiche Synthèse internationale](#) sur l'impact des droits de douane américains). ●

## ► 5. Climat des affaires, climat de l'emploi et confiance des ménages en France

(normalisé de moyenne 100 et d'écart-type 10)



**Dernier point** : février 2025.

**Lecture** : en février 2025, le climat des affaires en France s'élève à 96, au-dessous de sa moyenne de longue période (100).

**Source** : enquêtes de conjoncture auprès des entreprises et des ménages, Insee.